

A cette nouvelle, dans la soirée du 17 mars, des rassemblements se forment aux cris de : « Mort aux Autrichiens ! » Ceux-ci envoient des patrouilles par la ville : on les insulte ; on leur lance des pierres. Ils veulent disperser leurs agresseurs : ils ripostent, et font feu, heureusement sans atteindre personne.

Le lendemain, l'effervescence s'accroît : les scènes de désordre recommencent avec plus de gravité. Une patrouille, sous les ordres du major Polak, rencontre un cavalier mexicain ; elle cherche à l'arrêter : le cavalier s'enfuit. On lui tire dessus sans le toucher. Alors des coups de feu, partis des maisons voisines, répondent aux coups de feu ; une troupe armée attaque l'hôtel-de-ville, où des Autrichiens se sont réfugiés et barricadés. Ça et là, par la ville, des collisions sanglantes mettent aux prises les volontaires étrangers et les Mexicains. Ce n'est qu'à grand'peine que le général de Thun parvient enfin à dompter ces résistances. Les principaux meneurs sont arrêtés et traduits devant une cour martiale. La sentence fut impitoyable, mais le général n'attendit point qu'on eût le temps de la réviser pour la faire exécuter. Cette sévérité mit fin à la révolte, et le colonel Jeanningros put, avec nos dernières compagnies, quitter Puebla.

C'étaient là assurément de fâcheux débuts pour les troupes autrichiennes : le souvenir ne devait malheureusement pas s'en effacer de sitôt.

CHAPITRE XII

Mission du général Woll en Europe. — Le maréchal Bazaine demande l'autorisation de rentrer en France. — Refus du ministre de la Guerre. — Le général Douay revient au Mexique. — Le successeur désigné du Maréchal. — Rivalités. — Système de communications quotidiennes, inauguré le 1^{er} mars, entre l'Empereur et le commandant en chef. — Rapport du 28 avril 1865. — Affaire de Tacambaro. — Voyage de l'Empereur. — Le général Thun choisi pour organiser l'armée mexicaine. — Le général L'Hérillier écarté. — M. Esteva remplace au ministère M. Cortez Esparza. — Préfets hostiles. — On célèbre à Toluca l'anniversaire de l'attaque de Puebla (5 mai). — Retour de l'Empereur à Mexico. — Nouveau parti. — L'annexion à la France. — Correspondance du commandant en chef et du ministère de la Guerre à ce sujet. — Mariage du maréchal Bazaine avec M^{lle} Josefa Pena y Azcarate (26 juin). — Don de l'Empereur à la maréchale. — Second emprunt. — Lettre de M. Fould (31 mai 1865).

Au mois de février 1865, le maréchal Bazaine, après la prise de Oajaca, rentrait en vainqueur à Mexico. L'Empereur et l'Impératrice lui adressaient les plus vives et les plus chaleureuses félicitations. Or, au dire de certains écrivains, ces félicitations étaient aussi fausses que vives, et, dans le même moment, Leurs

Majestés, obéissant à un sentiment de mécontentement et de défiance contre le maréchal, sollicitaient de Napoléon III son rappel immédiat.

On prétendit du moins que telle était la mission confiée au général Woll, lequel, effectivement, quitta le Mexique vers cette époque pour se rendre en France. Comme, d'autre part, aucune demande de cette espèce ne fut nettement, clairement, adressée, à cette époque, au gouvernement français, pas plus par le général Woll que par toute autre personne, la chose ne nous paraît nullement prouvée, et, pour l'honneur de Maximilien, il vaut mieux la croire inexacte.

Voici toutefois ce que dit, à ce sujet, un écrivain qui se prétend bien renseigné sur ce qui se passait à la cour de l'Empereur du Mexique¹ : « Dans une note « secrète de Sa Majesté, écrite au mois de février ou « de mars 1865, — note qui devait être remise à « l'Empereur Napoléon, et *qui ne le fut pas*, parce que « le porteur, avant son départ de Vera-Cruz, connaissait toutes les preuves de sympathie personnelle « que l'Empereur Maximilien donnait au maréchal, « crut que cette note avait été écrite dans un moment « d'humeur, et la conserva, — ... ».

En admettant le bien fondé de cette information, on est forcé de reconnaître en tout cas que la mission donnée au général Woll était singulièrement élastique, puisque cet envoyé se crut en droit, de son autorité privée, de n'y donner aucune suite. La preuve

1. M. DOMENECH, *Histoire du Mexique*, t. II, p. 273.

s'en trouve dans ce passage de la lettre confidentielle du maréchal Randon au maréchal Bazaine (du 30 juin 1865) : « J'ai vu le général Woll, qui ne m'a « rien appris de bien nouveau... »

Malgré les témoignages d'estime et de confiance dont l'Empereur comblait le commandant en chef, malgré le respect et le dévouement de celui-ci, des difficultés s'élevaient parfois entre l'administration française et l'administration mexicaine. Ces légers froissements, inévitables dans une situation mal définie et sans précédents, étaient rendus plus fréquents par les dispositions ouvertement hostiles de M. Éloin et de la plupart des ministres de Maximilien.

L'Empereur lui-même, aux prises avec les difficultés d'une position financière déplorable, ne savait pas toujours rester en dehors de ces querelles mesquines. A tout instant le Trésor mexicain, épuisé, avait recours au Trésor français. Pris entre les ordres très nets et souvent répétés de son gouvernement et le désir bien naturel de ne pas empêcher, par un refus trop prolongé, le fonctionnement des services du nouvel empire, le maréchal résistait d'abord aux demandes d'argent, puis cédait. Lorsqu'il autorisait les paiements, les relations étaient parfaites; dans le cas contraire, elles s'aigrissaient momentanément. Conséquence forcée de la tutelle financière mise aux mains du commandant en chef.

Mais la personne même du maréchal Bazaine n'y était pour rien : le commandement aurait eu un autre titulaire, que celui-ci se fût trouvé en présence des

mêmes exigences, en face des mêmes ordres : la situation n'eût point été changée.

C'est ce que ne voyait pas, ou ne voulait pas voir toujours Maximilien, non plus que l'Impératrice Charlotte ; et ils s'imaginaient que les choses iraient mieux si le maréchal était remplacé par un général d'humeur plus facile, plus conciliante : le général Félix Douay par exemple.

Cet officier supérieur, venu au Mexique avec les premiers renforts envoyés au printemps 1862, était, après le maréchal, le premier personnage de l'armée française. Sa bravoure, son mérite, attiraient l'attention sur lui, moins cependant aux yeux des souverains que ses relations plus intimes avec Napoléon III, dont il était un des officiers préférés. On savait, — peut-être par lui-même, — qu'il correspondait directement ou indirectement avec l'Empereur des Français, et que celui-ci écoutait volontiers ses avis.

Plein d'une ambition d'ailleurs fort légitime, le général Douay avait vu les deux généraux en chef promus successivement au maréchalat, et, dans sa pensée, une pareille récompense attendait sûrement celui qui leur succéderait. Pour obtenir le bâton si envié, il faut avoir commandé en chef plus de deux divisions devant l'ennemi. L'ennemi existait toujours ; quant aux deux divisions, il ne demandait qu'à les voir rester au Mexique dans l'intérêt de l'intervention, et cet intérêt se trouvait d'accord avec ses secrets desirs. Très bien vu de Maximilien et de Charlotte, il avait pu leur laisser entendre qu'il comprenait peut-

être autrement que le maréchal Bazaine le rôle du chef de l'armée française. Il faudrait ignorer les tendances invincibles de l'esprit humain pour trouver extraordinaire qu'un subordonné, si près de la première place, ne s'imaginât pas faire mieux que son chef, et il y a tout lieu de croire, étant données les qualités éminentes du général Douay, qu'il eût accompli avec succès la tâche qu'il ambitionnait.

Il venait de retourner en Europe ; mais son absence serait-elle définitive ? L'Empereur et l'Impératrice espéraient que non. Il reviendrait après avoir vu Napoléon III, après avoir causé avec lui librement, à cœur ouvert. Qui sait ? il obtiendrait peut-être des renforts, des secours en argent plus considérables ; s'il pouvait revenir avec le commandement en chef, que de facilités pour le gouvernement mexicain !

C'étaient là des illusions, mais Maximilien n'était plus à les compter. Quand bien même le général Douay eût convaincu Napoléon III, il n'aurait convaincu ni la Chambre ni le pays, et le gouvernement personnel n'était plus assez fort pour imposer à la nation de nouveaux sacrifices. Que ce fût Bazaine, ou Douay, ou tout autre général, qui exercât le commandement supérieur à Mexico, la direction restait toujours à Paris ; et plus il aurait été démontré que la situation exigeait de dépenses en hommes et en argent, plus le secours de la France aurait été près de se retirer, par un de ces jeux de la politique, laquelle justifierait une fois de plus l'accusation portée contre elle par un

maître écrivain¹ d'être « la première des sciences inexactes ».

Pour n'être point la première des sciences infidèles, l'histoire trouve heureusement des sources auxquelles elle peut puiser sans crainte d'erreur. Dans cet ouvrage, fait de documents authentiques, nous avons déjà rectifié plus d'une de ces « fables convenues » dont parle Fontenelle : ici nous pouvons encore apporter la lumière sur un fait à peine soupçonné par quelque esprit plus sagace².

A cette même époque où l'on croyait demandé le rappel du maréchal Bazaine, il l'était en effet, non point par ceux à qui l'on en attribuait l'initiative, mais par lui-même.

Glorieux de la part qu'il avait prise dans la conduite des opérations militaires aussi bien que dans la direction des affaires politiques, vainqueur du meilleur général dissident à Oajaca, voyant la faiblesse du nouveau gouvernement, mais croyant que l'expérience et la force des choses l'éclaireraient et modifieraient ses allures, ne se jugeant point indispensable pour la besogne qui, suivant lui, allait incomber au chef d'un corps d'occupation destiné à être réduit progressivement, le maréchal, dans une lettre particulière adressée au ministre de la Guerre, sollicita l'autorisation de rentrer en France, et ce fut le maréchal Randon qui, dans une lettre également confidentielle et écrite tout entière de sa main, lui répondit, le

1. ÉMILE AUGIER.

2. M. G. NIOX, *Expédition du Mexique*, p. 483.

15 mars 1865, en lui traçant ce qui lui restait à faire, que sa « mission n'était pas encore terminée ».

Voici, au surplus, un extrait de cette lettre :

... Il est important, au premier chef, que l'ordre s'établisse au Mexique dans les finances, et le gouvernement du pays doit y tendre, avec la plus rigide activité; mais je ne me fais pas illusion sur la difficulté de trouver les moyens d'y parvenir.

L'Empereur Maximilien ne peut pas consacrer au grand jour la vénalité ou l'incapacité des agents qu'il a sous sa main; et cependant il faut que son gouvernement perde l'idée que les trésors de la France seront indéfiniment et sans mesure consacrés à pourvoir à ses besoins, il faut qu'il justifie tout ce que l'on raconte des richesses que renferme le sol mexicain, il faut en un mot que la France ne soit pas obligée de faire de nouveaux sacrifices pour consolider un trône qui doit chercher son appui dans le pays même. Je sais parfaitement que toutes ces choses-là sont faciles à démontrer en théorie et à notre point de vue, mais qu'il surgit bien des difficultés pour les faire admettre dans la pratique. *Voilà ce qui me fait vous dire que votre mission n'est pas terminée et qu'il vous reste encore à cueillir de la gloire.* Vous devez être soutenu par la confiance générale qui repose sur votre tact, votre fermeté, votre bon jugement; et je vous assure que le gouvernement de l'Empereur vous tiendra compte bien sincèrement de tous les efforts que vous tenterez pour mener à bonne fin l'œuvre immense que nous poursuivons au Mexique.

La façon dont ce refus était donné, les éloges qui l'accompagnaient, la confiance qu'on lui témoignait, tout cela ne permettait guère au maréchal Bazaine de persister dans son idée de rentrer en France. Le rôle

que lui montrait son ministre était assurément moins glorieux et surtout moins facile que celui par lequel il s'était jusqu'alors illustré : c'était une raison de plus pour qu'il ne cherchât point à s'y soustraire. Il consentit donc à rester.

Bien qu'il comptât sur une pareille résolution, le ministre de la Guerre, ainsi averti des désirs du maréchal Bazaine, crut devoir, pour parer à toute éventualité, désigner un successeur au commandant en chef, et ce successeur fut précisément le général Douay.

Le général Douay, écrivait le ministre le 31 mars, est en effet revenu du Mexique *charmé de l'accueil qu'il avait reçu de l'Empereur et de l'Impératrice, et très disposé d'après cela à revenir sur sa première intention de rentrer définitivement en France.* L'Empereur se montre disposé à lui donner l'ordre de se remettre en route, et il est probable qu'il partira vers le 20 du mois prochain, profitant du départ d'un bâtiment de l'État qui prendra la mer pour Vera-Cruz. *Je n'ai pas lieu de croire que le retour du général Douay soit contraire à vos vœux, car vous ne m'avez laissé pressentir rien de semblable dans vos lettres.* Il n'était pas possible de ne pas vous donner un second divisionnaire, et celui que je vous aurais envoyé de France, quel qu'il fût, aurait eu à faire son éducation du pays, et n'aurait pas sans doute exécuté vos ordres avec la même entente.

Quelque chose avait transpiré, même à Paris, soit des désirs de la cour de Mexico, soit des désirs du général Douay. Le maréchal Randon en avait eu vent, et il tint, avec sa loyauté habituelle, à y faire allusion dans un courrier suivant (30 avril) :

Le général Douay s'embarque sur le *Tarn* pour retourner au Mexique y reprendre le commandement de sa division. *Je ne vous parle pas de tous les bruits qui ont été mis en circulation sur la destination présumée qui serait donnée à cet officier général : ils n'avaient d'autres fondements que ceux qui leur étaient donnés par les fabricants de nouvelles à la main.*

Le maréchal Bazaine était ainsi prévenu. Fort de sa situation et de la confiance qu'il inspirait à Napoléon III et à son ministre, il n'éleva aucune objection contre la désignation faite du général Douay. Peut-être fut-ce un tort, car l'armée française fut bientôt au courant de la rivalité secrète qui divisait le chef et son successeur, et cette situation n'était bonne ni pour l'un ni pour l'autre.

Quoi qu'il en fût des secrets désirs de Maximilien, ses relations avec le quartier-général restaient faciles et même cordiales, du moins en apparence. Depuis le 1^{er} mars, un système de communications quotidiennes avait été inauguré qui, pour les petits incidents journaliers, offrait le mérite de simplifier les correspondances. Deux registres avaient été établis, l'un pour le quartier-général, l'autre pour le cabinet de l'Empereur. Celui-ci s'était augmenté récemment d'une section militaire, à la tête de laquelle avait été placé le commandant Loysel, détaché de son régiment et placé hors cadres, avec l'assentiment du gouvernement français. Cet officier se trouvait chargé de diriger la correspondance du cabinet, tandis que le premier aide-de-camp, alors le lieutenant-colonel

Napoléon Boyer, dirigeait celle du quartier-général.

Chaque page du registre était partagée en deux colonnes : dans celle de gauche se trouvaient les informations, les demandes, etc. ; dans celle de droite, les réponses.

Voici un spécimen de chacun :

Registre du commandant en chef.

3 mars.

Tous les renseignements que reçoit le maréchal tendent à assurer que les dissidents des Terres-Chaudes reçoivent leurs armes, leurs munitions et même des ressources en hommes, par la rivière de Tabasco et par Minatillan.

Le maréchal pense qu'il est nécessaire de rétablir effectivement, mais sans le notifier diplomatiquement, le blocus de la portion du golfe qui s'étend de Carmen à Minatillan.

Un ordre de Sa Majesté l'Empereur à cet égard, et le maréchal donnera de suite des instructions à Vera-Cruz...

*Le lieutenant-colonel
chef du cabinet.*

NAP. BOYER.

La mesure proposée par le maréchal est approuvée. Les instructions devront être données confidentiellement, de manière à ce que la diplomatie ne puisse intervenir et qu'il ne puisse se produire ultérieurement des réclamations.

Le chef du cabinet militaire.

C. LOYSEL.

Registre du cabinet militaire de l'Empereur.

Je vous renvoie la pétition des dames de *Queretaro*.

Il y a eu un quiproquo fort amusant.

La pétition fut prise pour être relative à Guanaprato au lieu de *Queretaro*.

Je ne m'étonne pas alors si le colonel Giraud y perdait son latin.

Prière de la faire examiner à *Queretaro* cette fois-ci.

28 avril.

C. LOYSEL.

Afin que Son Excellence M. le maréchal n'ait aucun doute sur l'exactitude que met le cabinet à porter à la connaissance du gouvernement les abus ou menées occultes qu'il signale à l'attention de Sa Majesté,

Envoi de la réponse du ministre de Gobernacion au sujet de la conduite du préfet de Cuernavaca.

30 mai.

C. LOYSEL.

Va être fait immédiatement.

NAP. BOYER.

Le maréchal n'a aucun doute sur les soins qu'apporte le cabinet de Sa Majesté à transmettre les réclamations ou les plaintes ; mais le maréchal craint que les ministères ne donnent aucune suite, la plupart du temps, aux affaires qui leur sont soumises.

31 mai.

NAP. BOYER.

Ces communications, dont la rapidité et la concision étaient éminemment utiles et favorables au bon fonctionnement de l'administration, n'excluaient nullement la correspondance directe entre l'Empereur et le maréchal pour les affaires importantes.

Il y avait un an que Maximilien était au Mexique : comment cette année avait-elle été employée, et quelle était la situation de l'Empire ? Le rapport du maréchal Bazaine du 18 avril 1865 répond trop exactement à ces deux questions pour que nous n'en donnions pas ici une grande partie : on verra par cette citation quelle valeur il faut attribuer au reproche souvent adressé aux autorités françaises d'avoir dissimulé la vérité à leur gouvernement.

... Le parti conservateur se compose aujourd'hui de tous les amis de l'intervention, de tous ceux qui voient avec satisfaction l'ordre succéder à l'anarchie ; il a réussi et fondu dans une même opinion les fractions modérées de l'ancien parti libéral, une bonne partie des réactionnaires et des cléricaux. Le parti de ces derniers ne se composant plus que du haut clergé entouré d'un petit nombre de fidèles, le parti conservateur, qui renferme des hommes intelligents et qui est propriétaire d'une large portion du territoire, se tient en garde contre l'esprit Nord-Américain, sachant bien que ce dernier s'accorde parfaitement avec celui du parti libéral démocrate. Ce dernier parti, en effet, ne peut revenir au pouvoir que poussé par l'influence des États-Unis, soutenu au besoin par une intervention américaine. Le Mexique, à un moment donné, deviendrait donc, dans cet ordre d'idées, le champ de bataille sur lequel se débattront les principes que cherche à faire prévaloir le gouvernement de Washington. De là l'inquiétude qui règne dans tous les

esprits, et le peu de confiance que dans le fond on accorde au gouvernement de l'Empereur Maximilien, qui, malgré son bon vouloir, a encore beaucoup à faire pour assurer le présent et garantir l'avenir.

Comme preuves à l'appui de ce que j'avance, j'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. une série de dépêches que m'a transmises M. le général Mejia : cette correspondance, à laquelle je joins la copie de la lettre du général même, a un intérêt qui ne vous échappera pas. La dépêche du vice-consul de France à Matamoros, adressée au commandant de l'Adonis, renferme aussi des détails intéressants sur ce qui se passe à la frontière nord du Mexique.

Je me fais un devoir de signaler à l'Empereur les moindres incidents que je crois de nature à l'éclairer. J'ai appelé l'attention de S. M. sur certains personnages que l'opinion publique réprovoque, et qui sont admis dans les conseils impériaux. J'ignore encore la modification que S. M. pourra apporter plus tard au personnel sur lequel il semble s'appuyer.

Les derniers décrets que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. Exc. ont provoqué, de la part des journaux français qui se publient à Mexico, des observations que l'autorité n'a pas goûtées. *L'Estafette* et *l'Ère Nouvelle* ont subi un premier avertissement le lendemain de la promulgation de la loi sur la presse. *Peut-être les mesures vigoureuses que j'avais cru devoir prendre vis-à-vis des rédacteurs de la petite presse et la condamnation de ces derniers par le Conseil de guerre n'ont-elles pas été étrangères à cette riposte immédiate appliquée à la presse française.* L'autorité a usé de son droit, et cette affaire, qui a ému les intéressés, n'a pas un caractère de haute importance.

Je joins à ma dépêche deux coupures du journal *l'Estafette* qui me paraissent présenter la situation actuelle sous son véritable jour ; l'article relatif à l'impossibilité de gouverner le Mexique avec des hommes de parti s'applique parfaitement à la circonstance particulière du gouverne-

ment actuel, composé en grande partie d'éléments que je considère comme hostiles à l'idée française, et nullement dévoués à l'Empereur.

Les modifications apportées, dans les circonscriptions intérieures de l'Empire ont déjà causé des mécontentements, ainsi que je vous l'avais fait pressentir. Cela n'a rien qui doive surprendre, car on a atteint certains intérêts de clocher, tout en favorisant d'autres localités. *Ce qu'il y a de fâcheux c'est que, l'application du nouveau système étant impossible pour le moment, et pour longtemps peut-être encore, sur la majeure partie du territoire, on ne se soit pas contenté de tracer sur une carte les nouvelles délimitations, au lieu d'en faire l'objet d'un décret qui froisse des susceptibilités et des intérêts avec lesquels il est politique de compter encore.* C'est ainsi que le général Lozada, voyant le chef-lieu de la circonscription échapper à Tépé, adresse une plainte à l'Empereur, et transmet la protestation de toute la population de la Sierra, sur laquelle il a une influence absolue. J'ai calmé les inquiétudes de ce chef, dont le concours nous est très-utile en ce moment et dont la défection pourrait nous créer de sérieux embarras.

Dans l'intérieur la situation est la même; les rapports de Guadalajara mentionnent même des progrès dans le Jalisco, où des projets de route s'élaborent pour relier le chef-lieu du département à la mer, par Tépé et San-Blas. On me signale de Guadalajara, de Guanajuato, de Zacatecas et de San-Luis-Potosi une amélioration sensible dans les finances. C'est la première fois que cette heureuse nouvelle m'est donnée aussi positivement, appuyée par des chiffres.

Les nouvelles de Oajaca sont toujours excellentes : le pays, pacifié, ne demande qu'à jouir des bienfaits du nouvel état de choses.

La révision des biens nationalisés poursuit lentement et difficilement son cours au milieu du mécontentement général. Jamais mesure n'a été plus impopulaire : aussi n'a-t-elle pas peu contribué à garnir les rangs du parti démocratique,

qui, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à V. Exc. s'intitule le parti national, par opposition au parti conservateur, qui voit son salut dans l'intervention française, tandis que le premier fera tous ses efforts pour arriver au protectorat américain, sinon à l'intervention des États-Unis.

L'Empereur a quitté Mexico le 18 courant, pour faire une excursion jusqu'à Orizaba. S. M. m'a dit, au moment de son départ, qu'elle ne resterait que trois semaines absente, son but principal étant de se reposer des affaires et de se distraire, tout en visitant les contrées que doit parcourir la voie ferrée entre Mexico et Orizaba.

P. S. — Au moment de clore ma dépêche, j'apprends par un télégramme de la Vera-Cruz que le packet anglais a apporté la nouvelle de l'assassinat du président Lincoln. A voir les démonstrations de joie qui ont accueilli la nouvelle de la prise de Richmond, le parti démocratique mexicain en ressentira vraisemblablement le contre-coup.

La mort du président Lincoln n'eut pas d'influence réelle sur les événements; tout au plus émut-elle un instant Juarez et son entourage immédiat, mais elle n'eut et ne pouvait avoir aucune action sur la politique des États-Unis. Les dissidents ne se montrèrent nullement découragés, et, si les provinces voisines de Mexico et de Puebla, et occupées par les troupes françaises, semblaient sincèrement ralliées à l'empire et occupées du seul désir de vivre en paix, les parties du territoire soustraites à l'occupation renfermaient des éléments de résistance qui n'étaient pas près de se dissoudre.

Dans le Michoacan notamment, deux généraux dissidents, Salazar et Arteaga, tenaient la campagne, évitant soigneusement les troupes françaises et tombant

en toute occasion sur les troupes mexicaines. Deux autres chefs, Regulès et Riva Palacio, les secondaient.

Le Nord ayant exigé la présence des divisions Douay et Castagny, le pays était dégarni de forces, et la garnison de Morelia se composait du seul 81^e de ligne, sous les ordres du colonel de Potier. On la renforça du bataillon belge, commandé par le colonel Van der Smissen. Ces deux officiers parcoururent la contrée chacun à la tête d'une colonne légère, mais ils ne purent atteindre l'ennemi : le seul résultat de cette marche fut d'éloigner Regulès de Morelia.

Ils venaient de rentrer dans cette ville le 10 avril, aissant vers le sud une petite colonne composée de quatre compagnies du bataillon belge, sous la direction du major Tydgadt, en tout 251 hommes et 38 cavaliers. Dès le 8 au soir, le colonel de Potier avait fait prévenir le major qu'il « allait recevoir le choc » de toutes les troupes de Regulès et qu'il devait s'arrêter et se retrancher dans Tacambaro.

Ce simple avis, bien qu'il ne renfermât aucune promesse de secours, fut interprété dans ce sens par le major Tydgadt : aussi se résolut-il à se défendre aussi longtemps qu'il le faudrait contre les 3,000 hommes de Regulès. Il se retrancha dans l'église de Tacambaro et dans l'enclos attenant, sous la protection d'un mur de deux mètres de haut.

Le 11 avril, à la pointe du jour, de tous côtés débouchent des assaillants. Les Belges trois fois sortent de leur réduit et les refoulent à coups de baïonnettes ; mais chaque sortie leur coûte quelques-uns des leurs.

Leur nombre diminue : ils se retirent dans l'église et y soutiennent un siège désespéré jusqu'à dix heures du matin. Leurs chefs tombent les uns après les autres : le major Tydgadt, le capitaine Chazal, fils du ministre de la guerre de Belgique, le capitaine Eugène Dellannoy, les lieutenants Palmaert, Petit et Van der Burgh, sont mortellement atteints ; les capitaines Gauthin et de Schrynmakers, le lieutenant Carlot, sont blessés ; le clocher de l'église prend feu. La résistance cesse d'être possible, il faut se rendre, et les 187 survivants de cette troupe héroïque sont faits prisonniers.

Le général Arteaga, qui arriva le soir à Tacambaro, et qui n'avait été pour rien dans la victoire, donna une preuve de la férocité qui animait certains de ces chefs mexicains que des historiens se sont parfois plu à comparer à des Porfirio Diaz : il demanda que tous les prisonniers fussent immédiatement fusillés. Plus humains, les généraux Regulès et Riva Palacio s'opposèrent à ce massacre. Cela n'empêcha point un digne émule d'Arteaga, qui avait rang de colonel, d'abattre d'un coup de revolver le docteur Lejeune pendant qu'il était occupé à soigner les blessés. Le fait est rapporté par un témoin de cette triste journée, le capitaine de Schrynmakers !

Le colonel de Potier, dès qu'il eut connaissance de ce combat, se mit à la poursuite de Regulès, l'atteignit le 23 avril à Huaniqueo, et le battit si complètement que ses bandes désorganisées allèrent se disperser dans le sud.